

Les propriétaires de la papeterie vendent le site

BÈGLES Les syndicats étaient inquiets depuis quelques semaines. Leur combat va porter sur la centaine d'emplois et le maintien d'une activité sur le site, qui ne sera peut-être plus papetière

Hervé Pons
h.pons@sudouest.fr

L'annonce, tombée via un communiqué daté du 5 octobre du groupe de matériaux de construction Etex, a de quoi inquiéter. Le groupe de dimension mondiale annonce « son intention de se désengager de la société Papeterie de Bègles et de lancer une recherche active d'un repreneur capable de valoriser les atouts industriels du site et de poursuivre ses activités commerciales ».

Dans ce même communiqué la direction indique que « malgré sa localisation stratégique et les efforts soutenus afin d'améliorer sa compétitivité, la papeterie est confrontée depuis plusieurs années à des difficultés économiques structurelles dues à une compétitivité insuffisante au regard des standards du secteur ».

Il y a un mois, les représentants de la Filpac CGT du site avaient exprimé leurs inquiétudes face à l'avenir du site, ce qu'avait alors démenti la direction locale de la papeterie.

Ce site, dont les origines remontent à 1929, produit exclusivement du papier de revêtement pour les plaques de plâtre de la marque Senniat, pour le seul client Etex. Sa pro-

duction est réalisée à partir de papiers recyclés qui arrivent en balles par camion, sur le site de l'usine située en bord de Garonne. La papeterie emploie 92 personnes, et quelques intérimaires qui portent l'effectif à une centaine de salariés.

Etex ajoute que « les investissements massifs de 50 millions d'euros n'ont pas permis de resserrer l'écart de compétitivité avec la concurrence internationale », « que l'activité papetière n'est pas son cœur de métier » et « quelle souhaite se recentrer sur ses activités stratégiques » (NDLR: plaques de plâtre, de fibrociment, tuiles en béton et argile, isolants...)

« Nous allons demander un délai administratif le plus long possible pour avoir le temps de trouver un repreneur »

Les maires de Bègles, et en particulier l'actuel écologiste Clément Rossignol Puech, comme l'opérateur Euratlantique qui aménage ce secteur, ont toujours affirmé qu'ils étaient favorables au maintien de la papeterie à Bègles, pour l'emploi et pour mixer les activités, industrielles, tertiaires et les logements.



La direction d'Etex estime que les concurrents internationaux disposent, sur leurs sites, de capacités de production cinq fois supérieures à celles de l'usine de Bègles. ILLUSTRATION ARCHIVES THIERRY DAVID

« Nous allons nous battre »

CLÉMENT ROSSIGNOL PUECH, MAIRE DE BÈGLES, exprime « sa vive inquiétude concernant la pérennité de ce site industriel historique de Bègles et exige des garantis quant au maintien des emplois ». Il assure qu'il sera « attentif à ce que le repreneur identifié par le groupe Etex présente des engagements précis concernant le recrutement de tous les employés actuels et la pérennité des activités de fabrication et commerciales ». « Le bâtiment et son activité sont intégrés de longue date dans les projets d'aménagement sous l'égide d'Euratlantique, dans la droite ligne de nos ambitions de faire de Bègles une ville où la mixité conjugue harmonieusement les activités économiques et industrielles, les activités de services et l'essor du secteur résidentiel. »

JEAN-MARC MORANCHO, PAPETIER DÉLÉGUÉ FILPAC-GCT. « Nous allons nous battre pour maintenir l'emploi. En commençant par demander un délai administratif le plus long possible pour laisser le temps de trouver un repreneur ». « Il n'est pas certain que ce repreneur soit un papetier. Il faut envisager tous les cas de figure possible. Y compris celui d'un papetier qui ferait un tout autre produit que celui que nous fabriquons aujourd'hui. Nous allons mobiliser les pouvoirs publics, jusqu'au niveau de l'État, la Région, la Métropole, pour maintenir l'emploi et une activité en ce lieu. L'usine actuelle est ancienne mais a des atouts, notamment son personnel et sa situation géographique ». Jean-Marc Morancho avait fait part de ses inquiétudes fin août à « Sud Ouest ».